

L'engagement? C'est payant!

Les étudiants, plus engagés que la moyenne, attendent de leur activité associative une efficacité réelle, un épanouissement à court terme. D'où le succès que commence à rencontrer le dispositif de validation universitaire de reconnaissance de l'engagement.

Elle a l'air sage des filles des années 1960, mais les mots, eux, claquent: « *les étudiants confondent révolte et révolution* », et l'on comprend très bien vers quoi cette jeune femme, qui s'exprime depuis la cité universitaire de Nanterre (Hauts-de-Seine) penche. C'était au printemps 1968 (1) et la phrase paraît terriblement démodée.

Il y a longtemps que les étudiants ont cessé de se mobiliser pour les révolutions, hexagonales ou exotiques. Quand Carl, 19 ans, mention TB au bac ES déclare – en avril 2008 – avoir renoncé à la prépa pour embaucher à la RATP, se syndiquer CGT et devenir « *militant professionnel dans un bastion histo-*

rique de la classe ouvrière », on n'en croit pas ses oreilles. La LCR à laquelle il appartient entretient une pépinière de militants qui envisagent de faire carrière. Leurs parents ont souvent « fait 68 », comme ceux de Jérôme, 26 ans, diplômé en philo et étudiant en langues, adhérent aux Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), qui se souvient: « *Adolescent, j'ai été impressionné par le pouvoir de blocage des cheminots lors des grandes grèves de 1995.* » Pour ces jeunes, comme Stéphane, 27 ans, les mouvements lycéens de 1998, contre le CPE en 2006 et celui, récent, contre la loi relative à l'autonomie des universités ont été des mises en jambe.

Mais la passion militante de Jérôme, de Carl ou d'autres ne doit pas faire illusion: les étudiants s'engagent bien davantage dans les associations que dans les syndicats ou les partis. Dans l'enquête 2006 de l'Observa-

tive de l'UNEF de 1996 à 1998, président de l'OVE et conseiller du maire de Paris, Bertrand Delanoë, a théorisé cette nouvelle forme d'engagement, passée d'une « *culture de l'affiliation à la contractualisation autour d'une activité* »: l'engagement n'est plus motivé « *par l'adhésion à une vision du monde* ». En revanche, on lui demande « *d'être rapidement et personnellement épanouissant* ». Conséquence: « *Chacun pioche dans l'offre, y fait son marché. Les associations sont mises en concurrence* », explique encore Guillaume Houzel (2). Si cette mécanique n'est pas propre aux jeunes, elle peut avoir chez eux, et dans le monde étudiant en particulier, des implications spécifiques. Comme en témoigne le dispositif, naissant mais en pleine expansion, de validation universitaire de l'engagement étudiant tel que le promeut l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV).



Pouvoir populaire
Noir sur fond blanc - 48 cm x 39 cm
Lithographie
Revendication, provocation ultime, les étudiants de Mai 68 réclament le pouvoir pour eux-mêmes, pour le peuple.

Carl, 19 ans, mention TB au bac ES déclare – en avril 2008 – avoir renoncé à la prépa pour embaucher à la RATP, se syndiquer CGT et devenir « militant professionnel dans un bastion historique de la classe ouvrière ».

toire de la vie étudiante (OVE) qui a, pour la première fois, interrogé de façon détaillée les engagements associatifs des étudiants, on découvre que quatre étudiants sur six « *s'associent, dont 18 % pour la pratique sportive, 9 % pour la culture, la représentation étudiante, la solidarité de proximité ou internationale tournant autour de 3 %* ».

Mais plus encore que la raison de leur engagement, ce sont ses modalités qui ont changé. Guillaume Houzel, président de

Le phénomène n'est pas, loin de là, l'apanage des grandes écoles, qui ont depuis longtemps compris le caractère professionnalisant du travail associatif. Professeur à Paris-VIII, Dan Ferrand-Bechmann (3) le souligne avec force: « *A Saint-Denis, où les étudiants sont souvent d'origine modeste, il y a des trésors d'engagement!* » Celle qui a été en charge de 2004 à 2006, sur le campus de Paris-VIII, du développement de la vie associative, estime en outre que ces enga- ●●●

●●● gements bénévoles et associatifs aident les jeunes à s'approprier « le métier d'étudiant ». Favorable à ce que cette valorisation de l'engagement de chaque étudiant s'accompagne d'un travail universitaire, M^{me} Ferrand-Bechmann avait pour sa part imaginé « une semaine bloquée, en juin, alternant rencontres avec des responsables associatifs sur le terrain et initiation, en cours, à la sociologie de la vie associative et du bénévolat ».

Qu'on se rassure : les étudiants ne sont pas devenus de tristes cyniques prêts à monnayer quelques minutes de leur temps contre une unité d'enseignement ! De surcroît, l'idée séduit surtout les institutions et les politiques quand les jeunes n'ont pas besoin de « ça » pour affirmer leur citoyenneté active et leur désir d'action, assure Claire Ballero, de l'AFEV Rennes, qui compte 320 étudiants affiliés sur le campus de Rennes-II, tous ne profitant pas de la « carotte » universitaire.

Ainsi, ce n'est pas l'abaissement du coefficient du « bloc anglais » de 6 à 4 qui a motivé Mélanie, 22 ans, ou Claire, 21 ans, toutes deux étudiantes à Rennes-II en sciences de l'éducation. Les deux jeunes femmes pratiquent depuis quelques mois l'accompagnement individualisé auprès d'enfants nouvellement arrivés en France. Le job, qui consiste en deux fois une heure de présence au domicile de l'enfant assortie de six conférences avec restitution d'un dossier, n'a rien d'une sinécure. Touristes s'abstenir ! Mais pour Claire, qui vise l'UUFM l'an prochain, le jeu en vaut la chandelle. La jeune femme, qui « se serait engagée de toute façon, même si ces quelques points de coeff en moins ne sont pas négligeables car l'anglais n'est pas [son] fort », était à la recherche d'un engagement associatif avec « la volonté de ne pas être anonyme ». Ce travail en tête-à-tête avec une jeune élève la comble.

Ce processus a connu récemment une accélération avec l'opération « 100 000 étudiants pour 100 000 élèves » (4) lancée à la rentrée 2006. « Le contexte n'a jamais été aussi favorable », juge Elise Renaudin, qui suit le dossier à l'AFEV. Premier « opérateur » de ce dispositif, l'AFEV s'y est engouffrée. Au total, 65 universités ont signé des conventions avec l'AFEV, dont 29 établissements qui permettent aux étudiants une validation de leur apport associatif. L'engagement, ça redevient payant.

Brigitte Perucca, avec Leïla Minano

(1) Mai 68, les images de la télévision, archives de l'INA.

(2) Auteur du rapport sur « Les engagements bénévoles des étudiants », 2002.

(3) Auteur de L'Engagement bénévole des étudiants, le pouvoir d'agir, L'Harmattan 2007.

(4) Qui vise à développer l'ambition scolaire des élèves de ZEP, notamment en instaurant un accompagnement par des étudiants.

Féministes de mère en filles : le retour des AG non mixtes

Chez les Cyroulnik, le féminisme est une histoire de famille. Les réunions non mixtes aussi. Revendiqués dans les années 1970 par le MLF, ces « groupes de parole » devaient permettre aux femmes de prendre conscience et de lutter contre leur oppression. Quarante ans après... ils existent toujours. Loin des cercles de quinquagénaires nostalgiques, ces réunions rassemblent des jeunes militantes de gauche et d'extrême gauche. Laura et Julia Cyroulnik, 23 et 20 ans, font partie de celles-là. Une évidence quand on rencontre leur mère, « une ancienne de 68 ». Michèle, 17 ans au moment de la révolte étudiante, raconte : « Je faisais partie des meneuses de mon lycée de filles. Nous nous sommes déchaînées sur la surveillante générale. La libération ! » Pourtant, ce n'est pas 1968 qui marque le début de son engagement féministe, mais... les groupes non mixtes de l'Education surveillée (future Protection judiciaire de la jeunesse) où elle travaille au début des années 1970. Avec ses collègues éducatrices, elle discute « du désir, de la réconciliation sur l'oreiller dans le couple, de la culpabilisation des femmes ». En réunion, elles construisent « un rapport de solidarité pour remplacer la compétition, la jalousie ». Michèle « prend conscience de la domination et s'éclate dans ces discussions entre filles ». Quarante ans plus tard, Laura, sa fille, milite contre la guerre en Irak, la réforme Fillon ou le CPE... et pour les droits des femmes. Avec ses « camarades » de la LCR et de l'UNEF, elles se retrouvent au café, dans des salles des universités de Jussieu et Nanterre ou au QG de la LCR. La nouvelle génération de féministes débat « de sexualité, du nouveau parti d'Olivier Besancenot ». Julia, la plus jeune des Cyroulnik, est aussi convaincue par l'expérience : « Dans les AG de femmes, je suis plus à l'aise. En mixte, on est toujours impressionnée par les militants qui croient tout savoir sur la révolution, on n'ose pas parler. » Même constat pour Laura : « C'est surprenant et révoltant comme les filles timides se lâchent en non mixte. » A l'évidence, Michèle a transmis la fibre... « Ce n'est pas en faisant des discours que ma mère nous a influencées, mais plutôt dans les discussions au quotidien. Quand je lui raconte mes flirts, par exemple », explique Laura. « Quand nous étions petites, nous n'étions pas forcées de porter du rose ou de jouer à la poupée », ajoute Julia. Une pédagogie efficace que Julia rêve déjà de transmettre la troisième génération Cyroulnik : « Avec ma fille, je parlerai de sexe sans tabou et je lui apprendrai à penser par elle-même... »

Leïla Minano

Plongée à Rennes

Gênée par son image de fac « rouge », Rennes-II perd des étudiants au profit de Nantes et de Brest. Elle tente de redorer son blason en montrant patte blanche à la loi Pécresse. Mais c'est sans compter avec SUD.

Une visite du campus de Villejean qui se respecte commence par le bâtiment B. C'est ici, dans un de ces parallélépipèdes posés en 1969 à la sortie de la capitale bretonne, que bat le cœur de l'université Rennes-II, avec ses 18 000 étudiants répartis entre filières Staps (activités physiques et sportives), arts-lettres-communication, langues, sciences humaines et sociales. On y devine, plus qu'on ne le lit, le slogan